

fronts - les États-Unis, le bassin du Pacifique et le GATT.

Ce n'est pas la seule voie qui s'offre à nous au plan commercial. Nous avons deux autres possibilités, que certains Canadiens nous voudraient voir choisir. Nous pourrions nous contenter d'éteindre les incendies au fur et à mesure qu'ils éclatent. Nous pourrions aussi retomber dans le protectionnisme et nous retrancher dans la forteresse Canada en laissant le reste du monde suivre sa voie.

Mais l'immobilisme ne mène à rien et nous n'avons tout simplement pas les moyens de laisser le monde suivre sa voie, car ce faisant nous deviendrions un coin perdu, notre économie stagnerait, les emplois disparaîtraient et notre mode de vie sombrerait à des niveaux intolérables.

À quel point intolérables? Deux de nos économistes les plus en vue, MM. Richard Lipsey et Murray Smith brossent un tableau des plus troublants pour nombre de Canadiens. Ce tableau se présente comme suit et je cite: "Notre niveau de vie tomberait si bas par rapport à celui des États-Unis que les subventions aux activités culturelles seraient rejetées comme des luxes trop coûteux et l'on viendrait à se demander si le prix économique d'un Canada politiquement indépendant n'est pas trop élevé." (Traduction)

Permettez-moi de noircir un peu plus le tableau. Chez nous, la souveraineté culturelle et les programmes sociaux dépendent de notre capacité de maintenir la croissance économique, qui est à son tour directement liée à nos capacités commerciales. Seule une économie dynamique peut garantir les institutions culturelles qui font de nous des Canadiens. En tant qu'éditeurs, vous en savez quelque chose. Lorsque l'économie est faible, vos revenus publicitaires déclinent, réduisant d'autant votre budget rédactionnel.

Il s'ensuit que seule une économie forte nous permettra d'appuyer nos programmes d'assurance médicale et d'assurance-chômage ainsi que nos paiements de péréquation. Si notre économie était faible, nos programmes sociaux en souffriraient certainement et notre souveraineté culturelle serait moins assurée. Nous commencerions alors à nous demander, comme le laissent entendre MM. Richard Lipsey et Murray Smith: le Canada, oui, mais à quel prix?

Voilà à mon avis une question que nous ne devrions jamais avoir à nous poser et le gouvernement du Canada a fait en sorte que nous n'ayons jamais à le faire.

Merci.